

# LA RIPOSTE

Bulletin  
de liaison  
de l'ADDS-QM



Février 2006

L'ADDS-QM (*Association pour la Défense des Droits Sociaux Québec Métro*) est une corporation à but non lucratif et un groupe de défense collective des droits des personnes sans emploi ou vivant une situation de pauvreté. En priorité, elle vise à regrouper et à défendre les droits des personnes assistées sociales dans une approche de conscientisation et d'éducation populaire.

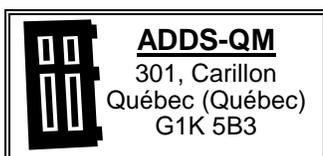


## Sommaire

Chronique politique	
par Jonathan Carmichael	Page 2
La demi-indexation	
par Robert Foisy	Page 3
Démocratie, mon œil !	
par Joseph Dansereau	Page 4
Info-loi	
par Christian Loupret	Page 5
Mon droit à l'aide sociale	
par Jonathan Carmichael	Page 6
Nouvelles militantes !!!	
par Pascale Perron	Page 7
Calendrier	Page 8



## L'aide sociale, c'est un droit !







## CHRONIQUE POLITIQUE

### Des personnes assistées sociales en lutte pour leur dignité !

Par Jonathan Carmichael

Le 1<sup>er</sup> janvier dernier, au moment d'indexer les prestations d'aide sociale, le gouvernement libéral a clairement fait son choix : celui de l'appauvrissement garanti de la majorité des personnes assistées sociales ! Pour une deuxième année consécutive, les personnes sans contraintes sévères à l'emploi n'ont reçu que la moitié de l'indexation. Ainsi, les prestations d'aide sociale ont été indexées de seulement 6 \$, alors que pour maintenir le pouvoir d'achat de ces personnes et ne pas les appauvrir encore plus, l'augmentation aurait dû être de 12 \$.

#### Les personnes assistées sociales affichent leur opposition

Tout au long de l'automne, les militantEs de l'ADDS-QM ont fait entendre au gouvernement libéral que la demi-indexation ça n'a pas de bon sens. Avec le *Front commun des personnes assistées sociales du Québec* (FCPASQ), nous avons décidé de nous tenir debout et de lutter contre l'appauvrissement d'une importante partie des personnes assistées sociales.

Tout d'abord, nous avons participé à une campagne de fax. À tous les jours, nous avons fait parvenir aux députéEs de la région et à la ministre responsable de l'aide sociale Michelle Courchesne, un fax réclamant la pleine indexation pour toutes les personnes assistées sociales. En tout, près de 400 groupes d'un peu partout au Québec nous ont appuyé dans cette campagne achalante.

Aussi, nous avons conçu un autocollant présentant notre revendication. Des militantEs de l'ADDS ont tapissé le centre-ville de Québec ! Peut-être l'avez-vous remarqué... Au Québec, c'est plus de 30 000 autocollants qui ont été distribués.

Également, à la fin novembre, l'ADDS s'est rendu au bureau du député Michel Després pour tenter d'obtenir un engagement de sa part en faveur de l'indexation et nous sommes alléEs au Centre Local d'Emploi des Quartiers-Historiques afin d'informer les personnes assistées sociales.

Ensuite, avec R♀SE du Nord et l'ADDS Rive-Sud, nous avons fait un geste d'éclat à l'Assemblée nationale. Le 7 décembre, une vingtaine de militantEs ont interrompu les travaux de l'Assemblée en criant à tour de rôle « Indexation complète à l'aide sociale » ! Ce geste de désobéissance civile nous a permis d'obtenir une très bonne couverture médiatique.

Enfin, le 13 décembre, à l'invitation du FCPASQ, environ 150 personnes ont manifesté au Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Le Ministère a refusé de nous recevoir et la sécurité nous a empêché d'entrer à l'intérieur. Malgré la froidure de l'accueil et de la température, les militantEs ont su réchauffer l'ambiance par leurs slogans, chansons et témoignages !

#### Une ministre ébranlée

Même si le gouvernement a fait le choix de maintenir sa décision d'appauvrir les personnes assistées sociales, la campagne pour l'indexation complète menée par les personnes assistées sociales a eu des impacts sur le gouvernement. C'est ainsi que la ministre Courchesne a tenté de nous contenir en convoquant le FCPASQ à son bureau pour une rencontre. Et à la mi-décembre, suite aux nombreuses pressions, elle s'est sentie obligée de se justifier dans les médias en publiant une lettre ouverte où elle justifie les gestes de son gouvernement en matière de lutte à la pauvreté...

#### Une campagne pour le respect de la dignité !

À la base de la campagne pour l'indexation complète, c'est une lutte pour le respect de la dignité qui a été menée par les groupes de personnes assistées sociales. Même si le gouvernement a maintenu sa décision d'indexer à la moitié les prestations, les gains obtenus grâce à cette campagne ont été nombreux. On n'a qu'à penser aux nombreux appuis obtenus de la part des autres groupes, à la participation toujours plus nombreuse des personnes assistées sociales, à la politisation des militantEs, aux pressions ressenties par le gouvernement. Ces acquis seront nécessaires pour la continuité de la lutte. Et c'est une lutte qui est loin d'être terminée ! Prochaine étape : le budget provincial... **NON à l'appauvrissement ! OUI à la dignité !**



La demi-indexation, comment je vis ça ?

Par Robert Foisy

Comment faire pour y arriver avec une demi-indexation par année ? Y a pas grand chose là-dedans. Avec le peu d'argent qu'on nous donne, on ne va pas loin. Un coup payé le loyer et l'épicerie on n'en parle plus, ouffffff ! Pas capable de me payer une sortie comme tout le monde... Mon voisin qui me demandait pourquoi que je ne sortais pas avec eux autres... Vois-tu j'ai pas un rond, je ne sors pas c'est ma doctrine à moi, c'est peut-être une mauvaise habitude ! Que voulez-vous faire ? Travailler au noir ? Non merci !

Comment faire pour m'habiller, payer mes besoins de tous les jours ? Au 15 du mois, je n'ai plus une crême de cenne, ne reste plus qu'à bouffer à Maison Revivre, mais ça me donne seulement un repas par jour.

Le gouvernement, eux autres, quand il se vote une augmentation de salaire ils l'ont toujours avec le changement de limousine et il n'y a pas de problème. Mais quand c'est pour le petit peuple, on l'oublie. C'est toujours comme ça. Tout pour les autres, rien pour nous les assistés sociaux. Nous ce n'est pas grave... On est capable d'en prendre des claques sur la marboulette, subir les préjugés des autres, la mise de côté. On ne fait que ça depuis quelque temps... Voilà, j'ai dit!

## VOTRE ADDS en action !





## Démocratie, mon œil !

par Joseph Dansereau

Je ne sais pas si cela vous arrive quelques fois de rêver que l'argent soit qu'un outil d'échange entre nous, sans plus. Sans spéculation, c'est-à-dire, sans surenchère, sans gonfler le prix artificiellement mais à une juste valeur des choses et des services que nous échangerions entre nous. J'essaie d'imaginer comment serait ma vie personnelle, ma vie avec mes amiEs, dans mon quartier, dans ma ville, dans mon pays et sur la planète.

Vous me direz que ce n'est pas facile de se représenter comment une telle façon de vivre pourrait se passer car la réalité est tout à fait le contraire. Pas facile, c'est vrai, surtout avec ce que nous voyons et ce que nous subissons comme citoyenNe. Scandales, tricheries organisées très habilement, tromperies, dolis (manœuvres frauduleuses), il n'y a pas une journée qui passe sans que quelque chose de « croche » nous soit révélée. Et le discours politique, tous les partis confondus, est dominé par l'argent, l'argent sous ses diverses formes, perversions et abus des autres. Où est le NOUS, comme être social dans un tel contexte ?

Lorsque le seul but d'une vie est de s'en mettre plein les poches et au plus vite, ça donne ce que nous vivons en Occident particulièrement, une décadence. Mais, il y a pire. Il y a le silence sur ce que chacun peut constater d'injuste autour de lui. Ces silences permettent aux imbus de puissance et de « pouvoir » d'empocher encore plus à nos dépens en nous faisant croire que c'est normal que ça se passe ainsi. Se taire, se fermer les yeux, ne rien vouloir savoir, c'est se rendre complice en tenant le sac du voleur qui nous pique notre propre bien.

En contre partie, des citoyenNEs responsables s'engagent, convaincus qu'ils et elles vivent les uns pour les autres. Le besoin et pour certains, la nécessité de s'engager a fait naître au Québec plus de 48 000 associations <sup>1</sup> (193 000 OBNL au Canada) dans tous les domaines où chacun, sans être kamikaze ou héro, selon ses goûts, ses besoins, ses prédispositions peut œuvrer pour le mieux-être des autres et de lui-même. Et c'est souvent en oeuvrant pour le mieux-être des autres, qu'on se trouve à créer des conditions qui nous sont favorables à soi-même, finalement.

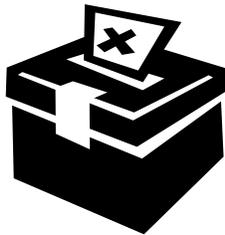
Voilà que je découvre en décembre dernier que même ces initiatives citoyennes et volontaires d'être ensemble sans recherche de profits personnels sont menacées. En effet, une réforme du droit associatif au Québec est en attente depuis septembre 2004. Si cette réforme est éventuellement adoptée par le « garnement »<sup>2</sup>, Charest, elle mettra en péril le patrimoine collectif des québécoisEs et conduira à la disparition de nombreuses OBNL.

Cette réforme ne respectera pas deux valeurs fondamentales du mouvement communautaire, soit la démocratie et la solidarité. À titre d'exemples citons quelques mesures proposées :

✘ Transformer un OBNL en société de profits

<sup>1</sup> Selon la *Coalition pour la promotion des valeurs démocratiques et associatives*

<sup>2</sup> Mot utilisé par le monologueur SOL signifiant un gouvernement voyou, vaurien.



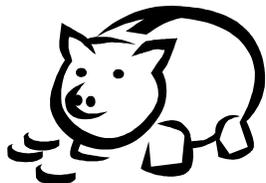
## Démocratie, mon œil !

par Joseph Dansereau  
(suite)

- ✗ Abolir l'autorité première et souveraine de l'assemblée générale
- ✗ Partager le bien communs (actifs) entre les membres (actuellement indivisible)
- ✗ Réduire l'obligation de rendre compte au gouvernement et aux membres
- ✗ Se faire des prêts entre amis à partir des fonds communs, etc.

En bref, le sens du bien commun et de la solidarité serait remplacé par la recherche individuelle du profit et de l'égoïsme érigé en vertu.

Or, de telles orientations, avancées par un gouvernement, élimineront tôt ou tard toutes autres façons de vivre ensemble et seul existera l'argent comme valeur et condition sociales. Dites-moi si je me trompe si ça ce n'est pas de la DICTATURE. Et on tente de me faire croire que c'est de la démocratie, mon ŒIL.



## Compte de développement individuel

par Christian Loupret

Il est dit dans la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale adopté à l'unanimité par l'Assemblée nationale en décembre 2002 à l'article 15.3 que le plan d'action gouvernemental *devrait permettre de posséder des biens et des avoirs liquides d'une valeur supérieure à celle permise... afin de favoriser l'autonomie des personnes...*

C'est probablement pour répondre entre autre à cette exigence que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006, il est permis de s'ouvrir un compte de banque spécifique et d'y avoir 5000\$ dollars maximum par adulte sans que cet argent soit comptabilisé avec notre avoir liquide déjà admis, à la condition que cet argent serve à réaliser un projet approuvé préalablement par votre agent.

Cet argent devra servir ultérieurement :

- À une formation pour soi ou pour un enfant à sa charge.
- L'achat d'instrument ou d'équipement nécessaire pour occuper un emploi.
- Pour la création d'un emploi ou d'une entreprise.
- L'achat ou réparation d'une résidence.
- L'achat d'une automobile.

Si l'argent déposé dans ce compte ne sert pas à quelque chose de reconnu par le ministère vous risquez de devoir le rembourser.

Comme commentaire je dirais que cela peut-être une façon pour le ministère de suivre l'argent qu'on pourrait avoir !



## Mon Droit à l'aide sociale

Par Jonathan Carmichael

Avez-vous déjà entendu parler de la session de formation « Mon Droit à l'aide sociale » ? Depuis maintenant plusieurs années, c'est une session de formation qui se donne à l'ADDS-QM. Au fil des ans de nombreuses personnes assistées sociales y ont participé, y ont partagé une partie de leur vie, y ont puisé l'énergie militante qui amène à vouloir changer le monde !

### Une session de formation ?

À l'ADDS, les sessions de formations sont à contre-courant du modèle utilisé par le système d'éducation dominant. Dans nos formations, contrairement à l'école ou à l'université, il n'y a pas d'expertE qui apporte la réponse et la vérité aux autres. À l'ADDS, c'est ensemble qu'on apprend à partir de l'expérience et du vécu de chacun. Il n'y a pas de professeur et d'élèves. Il n'y a que des participantEs qui apprennent ensemble, et parmi ces participantEs il y a une équipe d'animation qui propose des outils. Et c'est en plein dans ce sens qu'est montée la session « Mon Droit à l'aide sociale ».

### Notre vécu, c'est important

C'est à partir du vécu des personnes assistées sociales que se vit cette session. Un vécu pas facile, un vécu d'opprimé, un vécu de silence... Partager son vécu, pour libérer la parole et pour voir qu'on n'est pas tout seul dans le même bateau.

### L'aide sociale, c'est un droit !

Dans « Mon Droit à l'aide sociale », aussi, on analyse les raisons qui font qu'on est tombé sur l'aide sociale. Les médias, les politiciens, les patrons disent souvent que c'est de notre

faute. Selon eux, supposément, nous ne serions pas employable, paresseux, pas assez formé, etc... Dans la session on fait l'analyse de tout ça. Ensemble, on regarde comment fonctionne la société. Pourquoi se fait-il qu'il y ait des personnes sans emploi ? À qui ça profite ? Qui sont les riches ? Quelle est notre classe sociale ?

### S'organiser et s'impliquer

À chaque année, la session « Mon Droit à l'aide sociale » amène de riches partages et d'importantes prises de conscience. À partir de nos vécus d'exploitation et d'oppression, on réalise l'importance de connaître nos droits, de se défendre et de s'organiser. Et tout ça, dans le plaisir et la bonne humeur !! Cette année, pour la session, on a décidé de la faire en retraite à Loretteville, durant le mois de mars. Joignez-vous à nous pour l'occasion !

### **Session de formation**

### **« Mon Droit à l'aide sociale »**

Quand ? Les 14, 15 et 16 mars 2006

Où ? Au Centre Ardennes à Loretteville

Nous fournissons les repas et les couchers ! Et on facilite le transport.

**Inscrivez-vous au 525-4983.**



# NOUVELLES MILITANTES!!!

Par Pascale Perron

## Le traditionnel souper du Fonds de solidarité des groupes populaires de Québec

Plusieurs militantEs de l'ADDS et de beaucoup d'autres groupes populaires de Québec ont profité de la soirée du souper du fonds pour danser et fêter ensemble le 2 décembre. C'était bien amusant !

## Contre la violence faite aux femmes

Quelques personnes de l'ADDS-QM ont dénoncé dans la rue avec les militantes de R♀SE du Nord, le 6 décembre, les violences faite aux femmes à l'occasion du triste anniversaire de la tuerie sexiste de la polytechnique.

## ExpulséEs de l'Assemblée nationale

Le 7 décembre 20 personnes des groupes de défense des droits des personnes sans-emploi de la région, soit l'ADDS-Rive-sud, R♀SE du Nord et l'ADDS-QM, sont allées crier leur colère lors de la période de question depuis la tribune du public de l'Assemblée nationale. Nous étions préparé d'avance et à l'heure prévue nous avons crié à tour de rôle : Indexation complète à l'aide sociale ! C'est donc plusieurs fois que cette phrase a été entendue des députéEs et nous avons pu chanter des slogans avant de défiler vers la sortie, escorté par les agents de sécurité regardant d'un mauvais œil les braves qui lançaient des autocollants *Indexez* dans le salon bleu.

## Dehors devant les bureaux de la ministre pour dire : Indexez !

On peut dire que Mme Courchesne nous attendait avec « une brique et un fanal » le 13 décembre. Les policiers étaient là et avaient l'ordre de ne pas nous laisser entrer dans la bâtisse qui abrite les locaux du ministère de l'emploi, de la solidarité sociale et de la famille. Tous les groupes du Front commun des personnes assistées sociales (FCPASQ) et plusieurs groupes qui nous appuient dans notre lutte pour l'indexation complète des chèques d'aide sociale sont venu dire à la ministre Courchesne qu'il était inadmissible de laisser les personnes assistées sociales devenir plus pauvre parce que leur chèque n'augmente pas au même rythme que le coût de la vie. Déjà que c'est loin d'être assez pour couvrir nos besoins essentiels !

## Beau party le 21 décembre

Il y avait une super ambiance au party de Noël du 301 Carillon, comme toutes les années ! Un groupe de musique, beaucoup de tirage et plein de monde, le 21 décembre.

## La gestion des conflits : un défi quotidien

Le 20 janvier les militantEs actives-fs ont profité d'un avant midi de formation pour discuter de l'impact des conflits dans un groupe comme l'ADDS et ont échangé des trucs pour améliorer la communication et régler les conflits.

## Nos alliances

Pourquoi on s'implique dans ce regroupement ? Qu'est-ce que ça apporte à l'ADDS d'investir de l'énergie dans cette alliance ? Pourquoi on ne ferait pas partie de ce groupe aussi ? Voilà quelques unes des questions que nous nous sommes posés, les militantEs et les membres du C.O. lors de la formation sur les alliances le 30 janvier.

## **JOYEUX ANNIVERSAIRE À NOS MEMBRES !**

Émile Babin  
Nathalie Boivin  
Michel Cloutier  
Joseph Dansereau  
France Dulac  
Nathalie Nika Guay  
Jacques Lacroix



André Lepage  
Gisèle Paquette  
Catherine Raymond  
Claudine Tremblay  
Francine Turgeon  
Lisa Verrault





## Calendrier des activités

Février 2006

LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI
		1	2	3
6 Coordination 9h00  Comité loi 13h30	7 DÉPANNEUR 186 13h30  « 5 à 7 » Environnement et milieu de vie	8	9	10
13	14 Formation sur le féminisme- conscientisant 9h30  DÉPANNEUR 186 13h30	15	16 Comité femmes 9h00	17
20 Comité organisateur 9h00	21 Comité communication 13h30	22	23	24
27 Comité loi 13h30	28 DEPANNEUR 186 13h30			

- \* Le 14 février, il y aura une formation dans nos locaux sur le féminisme-conscientisant. Les hommes et les femmes sont invités à réfléchir sur la conscientisation et le féminisme. Contactez Pascale au 525-4983, si vous voulez y participez !

« L'ADDS, j'y tiens  
et  
je m'y implique ! »

### Invitation à écrire dans la Riposte

Vous avez envie de **partager** une opinion ou un événement en lien avec les luttes de l'ADDS ?

Un texte de la Riposte vous donne envie de **réagir** ?

Vous avez des choses à dire. La Riposte est votre journal !

### **Voici ce que l'ADDS-QM vous offre**

- ⇒ Avez-vous des questions sans réponse ? Utilisez le **Dépannage téléphonique** au 525-4983.
- ⇒ Vous avez des questions concernant l'aide sociale ? Nous vous invitons au **Dépanneur 186** (rencontres collectives d'information sur la loi de l'aide sociale). L'horaire des rencontres est disponible aux **locaux de l'Association** ou au 525-4983.
- ⇒ Voulez-vous vous impliquer dans la défense des droits individuels et collectifs ? *Passez nous voir!*